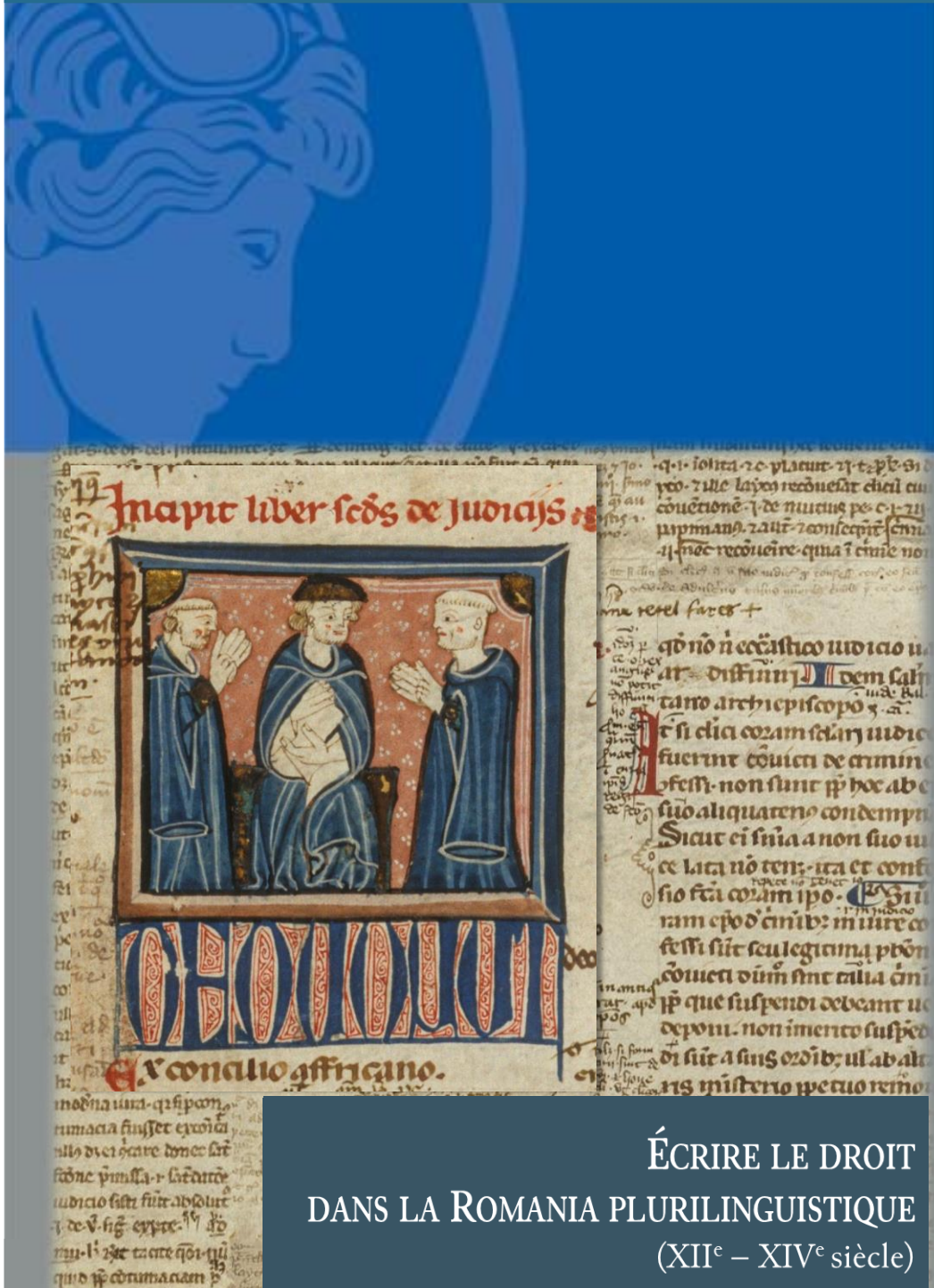


Heidelberger Akademie der Wissenschaften
Post-Doktorandinnenförderung 2024



ÉCRIRE LE DROIT
DANS LA ROMANIA PLURILINGUISTIQUE
(XII^e – XIV^e siècle)

Colloque international organisé par Viola Mariotti

25-26 octobre 2024

Heidelberg, Académie des Sciences

Résumés des communications

SESSION 1 : LES TEXTES JURIDIQUES EN ANCIEN FRANÇAIS

Frédéric DUVAL (École nationale des chartes), *Les traductions françaises médiévales du Corpus juris civilis : bilan et perspectives*

Voici plus de dix ans, un vaste chantier a été lancé afin d'étudier les traductions françaises médiévales du *Corpus juris civilis*. L'idée était de partir des manuscrits, afin de construire l'interprétation et l'exploitation des textes sur de solides fondations. La recherche s'est donc agencée en strates successives : d'abord la description approfondie des manuscrits, ensuite l'identification et la description sommaire des différentes traductions. Faute d'édition, il demeurait difficile d'étudier ces textes : des éditions ont donc été entreprises. Leur format varie, de l'édition partielle critique (édition du livre II du *Code à casus*) à l'édition critique intégrale (*Ordinaire* de Tancrède, *Livre de justice et plêt*), en passant par des éditions partielles d'après une partie de la tradition manuscrite. A ce jour, chaque traduction a fait l'objet d'une édition, en voie de publication électronique. Enfin, pour clore ce cycle, un ouvrage de synthèse a été rédigé, qui tente à la fois d'analyser chaque traduction et de présenter les principales caractéristiques du mouvement de traduction, dont l'importance est majeure, à l'échelle de l'histoire du français. La communication dressera dans un premier temps le bilan des acquis de cette recherche, avant d'insister sur les questions qui n'ont pu trouver de réponse, comme celle de l'implication du pouvoir capétien dans l'entreprise de traduction. Dans un dernier temps, nous évoquerons quelques pistes qui permettraient de mieux appréhender ces textes : à côté de la poursuite du travail d'édition, l'HTR (Handwritten Text Recognition) offre des perspectives intéressantes pour naviguer dans ces textes très longs. Mais une fois de nouveaux textes ou de nouvelles portions de texte rendues disponibles, plusieurs enquêtes (linguistiques, historiques, traductologiques) pourraient être menées.

Viola MARIOTTI (Heidelberger Akademie der Wissenschaften - ALMA), *Le Codes an romanz : un aperçu de l'édition critique de la traduction oilique du Codi*

Le *Codes an romanz* est la traduction en langue d'oïl du *Codi* occitan, un abrégé du *Code* de Justinien qui est le premier texte juridique rédigé dans une langue romane (Valence, 1145-1149).

Texte à succès, le *Codi* fut rapidement traduit dans différentes langues romanes, si bien que plusieurs versions sont connues : catalane, castillane, francoprovençale et française (Continent et Outremer). Le *Codi* fut aussi très précocement traduit en latin par Richard de Pise (1176) et très tardivement retraduit en occitan (XV^e siècle). Parmi ces multiples versions, seule la traduction « *an romanz* » demeure inédite.

Ouvrage méconnu et difficile d'accès, la traduction oilique du *Codi* nous questionne sur plusieurs niveaux – ecdotique, historique, linguistique, traductologique : comment s'articulent les branches de son stemma ? y a-t-il un seul archétype ? par qui et pour qui fut-elle composée ? dans quelle(s) scripta(e) ? à partir de quelle(s) version(s)-source ?

Cette communication dressera un aperçu de l'édition critique en cours d'établissement et les réponses que celle-ci peut apporter à ces questions multiples en dégagant des pistes de recherches nouvelles sur ce texte où, non moins que dans le *Codi* occitan, « tout pose problème » (Gouron, 2002, 1).

Frankwalt MÖHREN (Heidelberger Akademie der Wissenschaften), *Le Grand Coutumier de Normandie, le grand inconnu*

Le *Grand Coutumier de Normandie* (fin 13^e s.) traduit en principe la *Summa de legibus Normannie in curia laicali* (2^e qu. 13^e s.) qui repose elle-même sur des sources multiples, notamment sur ce qu'on appelle *Très ancien coutumier de Normandie*, composé à son tour de deux coutumiers privés latins distincts (ch. I-LXV av. 1204 et LXVI-XCI ca. 1220 ; traduction française, fin 13^e s.). Les nombreux manuscrits reflètent le travail constant sur l'élaboration d'une somme 'définitive' du droit de Normandie. Le texte trahit ses origines : la tradition de l'école de Bologne, les coutumes locales et des reprises ponctuelles au droit anglais ; il a été lu, et son droit appliqué, jusqu'à la Révolution (1791), survivant encore sur Jersey et Guernesey.

Le *Grand Coutumier* est le premier de plusieurs textes coutumiers composant un manuscrit de la Ste-Geneviève de Paris. Il n'a pas été édité par A. J. Marnier (1839) au moment de publier les autres textes de ce manuscrit, notamment le *Très ancien coutumier* (a-t-il été découragé par l'observation de J.-M. Pardessus que les manuscrits de la Bibliothèque royale en diffèrent beaucoup?). E.-J. Tardif republia les coutumiers de Normandie latins et français (1881-1903) – sauf le *Grand Coutumier*. En attendant l'édition ALMA, on peut lire l'imprimé Roux 1539 (avec la glose de Guillaume le Rouillé d'avant 1423), proche des manuscrits Harvard, LS et Paris, BN.

Une distinction nette entre éléments (lexicaux) du droit romain (dit être confiné au Midi de la France) et éléments du droit de coutume (dit retenir au Nord) s'avère risquée. La variance des manuscrits français nous propose tantôt une reprise d'un terme latin (de la source), tantôt un équivalent sémantique établi ; dans les deux cas, le terme choisi pourrait ni désigner le même objet ni émaner du même droit. Ex. *propinquitas* / *sesine* / *prechainneté*. L'analyse en profondeur du *Grand Coutumier* promet des résultats intéressants.

Marco ROBECCHI (Universität Zürich), *Le Livre des metiers d'Étienne Boileau : un regard sur la tradition manuscrite (codicologie, paléographie, rapports textuels)*

Le *Livre des mestiers de Paris*, attribué au prévôt Étienne Boileau (1200/1210-1270), est transmis par cinq témoins médiévaux (dont deux fragments) et une copie moderne (18^e s.). Édité deux fois au 19^e siècle (éd. de Depping de 1837 et de Lespinasse/Bonnardot de 1879), le *Livre* ne semble avoir suscité l'intérêt que des historiens, tandis que les philologues et les linguistes se sont désintéressés à son contenu et à l'histoire de sa tradition. En s'appuyant sur la description codicologique des trois manuscrits principaux récemment compilée par Bourlet (2015), cette contribution vise à reprendre sous un angle philologique la question de la tradition textuelle du *Livre* d'Étienne Boileau. Une attention particulière sera portée aux lieux de production de ces manuscrits (le Châtelet de Paris), tout en tenant compte de leur finalité et de leurs rapports codicologiques, paléographiques et thématiques avec les chartes contemporaines émises par la Prévôté de Paris. Les notes de lecture, les ajouts et les suppressions permettront d'éclaircir davantage les rapports entre les témoins. Ce travail permettra enfin de s'interroger sur le statut d'erreur, leçon et variante pour cette typologie textuelle.

Cristina DUSIO (Università di Salerno), *Le Livre des metiers d'Étienne Boileau : un regard sur la langue (en comparaison avec les chartes de la Prévôté)*

La présente communication, qui fait suite à celle proposée par Marco Robecchi, vise à étudier la langue du *Livre des métiers* d'Étienne Boileau en se focalisant surtout sur les env. 100 règlements copiés lors de la première étape, attribués à l'œuvre du prévôt (cf. l'étude minutieuse de Bourlet, 2015). L'analyse scriptologique s'adressera principalement à l'étude du ms BNF fr. 24069 (Paris, avant 1288) la copie la plus ancienne qui semble avoir été rédigée dans les années quatre-vingt du XIII^e siècle, environ quinze ans après le travail d'Étienne Boileau comme prévôt de Paris. Cette copie se prolongerait au fil du temps sans que l'on puisse éclairer avec certitude sa genèse et son développement. À l'aide du savoir appris moyennant l'étude des chartes de la prévôté de Paris (14 rédigées sous Étienne Boileau dès 1261 à 1268 et 242 concernant la période successive jusqu'à 1288), nous essayerons de combler cette lacune en comparant les chartes et le *Livre* tant au niveau de sa *scripta* que des formules employées.

Enfin, nous voudrions nous pencher sur l'analyse de quelques lexèmes propres à Paris (ou aux régions environnantes) transmis par le *Livre des métiers*, prenant en compte aussi les mss BNF fr. 11709 et AN KK.1336 qui, comme BNF fr. 24069, auraient été confectionnés au sein du Châtelet.

SESSION 2 : LES TEXTES JURIDIQUES EN ANCIEN OCCITAN

Maria SELIG (Universität Regensburg), *Lo Codi und der gewohnheitsrechtliche Wortschatz*

Bei seiner Analyse der sprachlichen Ausbauarbeit im altokzitanischen *Codi* hat Johannes Kabatek in Bezug auf den Wortschatz eine wichtige Beobachtung gemacht. Er schreibt: „[...] das Lexikon [stellt] einen Bereich dar, in dem *Lo Codi* eindeutig ein Ort des Sprachausbaus ist. Dies liegt in erster Linie an der neuen juristischen Terminologie römischen Rechts, die in die neue Sprache übertragen werden muss, was in den meisten Fällen durch Übernahme [...] der lateinischen Termini geschieht; in wenigen Fällen [...] werden auch aus dem Lokalrecht bekannte Termini für die neuen Inhalte des Römischen Rechts verwendet“ (Kabatek 2005: 158). Eines der Beispiele, die Kabatek anführt, betrifft den Begriff der *convenientia* (aok. *covensa*, *covenensa*, *convensa*, *convense* etc.). Beispielsweise ‚übersetzt‘ der *Codi* den justinianischen Titel „de pactis“ mit „de.lz couenenz que fai li uns om a l'autre“ (Derrer 1974: 9; vgl. Kabatek 2005: 142). Ausgehend von diesem Beispiel will ich überprüfen, wie sich der Kontakt mit den lateinischen Quellen auf den Einsatz volkssprachlicher Rechtstermini im *Codi* ausgewirkt hat.

Maxime PARATTE (Universität Zurich), *Le Codi occitan et ses sources latines*

Le *Codi* est une somme du Code de Justinien en langue occitane composée vers 1149 en France méridionale. Il est important de noter que le *Codi* ne se base pas directement sur le Code de Justinien, mais entre autres sur un texte intermédiaire, une somme latine intitulée *Summa Trecensis*. Sans altérer le contenu de ce modèle, l'auteur du *Codi* forge une nouvelle façon linguistique et textuelle de rendre compte du droit romain, inédite jusqu'à ce jour-là dans les langues romanes. Dans notre communication, nous présenterons toutes les sources en question et nous essayerons de mettre en lumière la relation entre les textes d'un point de vue macroscopique. Nous aborderons aussi par un *close reading* des détails linguistiques et textuels tout en évoquant quelques difficultés méthodologiques.

SESSION 3 : LES TEXTES JURIDIQUES EN SARDE ANCIEN

Michela DEL SAVIO (Università di Sassari), *Inter persones istrangias et sassaresis. Gli Statuti di Sassari per il lessico giuridico romanzo, tra sardo, latino e tradizione italiana*

Nel contesto ampio delle scritture di natura giuridica la Sardegna occupa un posto rilevante nella Romania in quanto a impiego precoce del volgare. Nel campo particolare degli statuti comunali, la città di Sassari propone un caso unico, assimilabile soltanto in parte a quello di Siena con i suoi *Constituta* (1309): la tradizione manoscritta sassarese, datata al 1316, testimonia di un testo redatto in latino e in sardo, risalente almeno agli anni Ottanta del Duecento, cioè al tempo del dominio pisano sulla città, e poi ritoccato in vari altri momenti con revisioni e addizioni da attribuirsi al periodo di reggenza genovese e poi a quello aragonese.

Le due redazioni latina e sarda sono tra loro molto prossime, pressoché identiche, frutto di un'unica operazione di allestimento sia testuale sia materiale, e pertanto il caso bene si presta all'osservazione comparata del lessico tecnico tra latino e volgare.

Nel mio intervento intendo esaminare porzioni di lessico al fine di mettere in evidenza l'adozione di termini sardi nel dettato latino e viceversa l'impiego di parole latine nel sardo, e cercando così di comprendere le scelte che hanno improntato il rapporto tra le lingue talvolta alla sovrapposizione e talvolta al mantenimento della propria identità e alterità. L'osservazione si dimostrerà importante per circoscrivere in quali campi semantici prevalgano le differenze e in quali altri le somiglianze; per definire dove si concentri maggiormente l'uso del sardo e dove quello del latino o di altre componenti linguistiche continentali, compreso l'italiano giuridico; infine per descrivere – per quanto possibile e sulla base di elementi concreti – il tipo di rapporto che intercorre tra le due redazioni del testo.

Yasmine POSILLIPO (Universität des Saarlandes - ALMA), *Legge volgare. Il lessico giuridico nella Carta de Logu d'Arborea*

La *Carta de Logu d'Arborea* (CdLA), con la sua applicazione plurisecolare, rappresenta uno “splendido monumento legislativo scritto in sardo antico” (Sini 2004), che ci è in larga parte noto proprio attraverso testi di carattere giuridico e cancelleresco, come la stessa *CdLA*, essendo assente una tradizione letteraria autosufficiente (Blasco Ferrer 1984). La *Carta* fu in vigore dalla sua promulgazione avvenuta nell'ultimo decennio del Trecento - all'inizio limitatamente alla sola Arborea, per poi essere estesa all'intera Sardegna dai nuovi Sovrani aragonesi nel 1421 - fino al 1828, quando venne sostituita dalle leggi promulgate dal re di Sardegna Carlo Felice di Savoia.

La *carta de Logu* offre la possibilità di indagare, attraverso gli strumenti della linguistica storica, il peculiare contesto linguistico della Sardegna trecentesca, nella quale latino, varietà di sardo locale, toscano e catalano si alternavano in base al destinatario preferenziale: la *CdLA* fornisce così un'istantanea della lenta costruzione di un codice speciale in una lingua volgare medievale. La *Carta de Logu* tenta inoltre di rispondere alle esigenze di chiarezza e precisione di un testo tipologico altamente tecnico, come quello giuridico, con i mezzi forniti da una lingua che non gode di una stabile e formalizzata produzione scritta, ma ha le sue basi che affondano nella sola tradizione orale.

Attraverso i metodi della linguistica tipologica e dell'analisi delle lingue speciali, insieme all'ausilio di strumenti lessicografici come il *Lessico Etimologico Italiano* e il corpus ATLiSOr (*Archivio Testuale della Lingua Sarda delle Origini*), si intende esaminare il lessico giuridico della *Carta de Logu* (Lupinu 2010), ricostruendo il profilo diacronico e sincronico di parole afferenti a campi semantici di interesse, testimoniati dalla CdLA.

Giulia BARISON (Universität des Saarlandes - ALMA), *La condizione femminile nella Sardegna medievale a partire dalla Carta de Logu d'Arborea*

Figura mitica, la cui biografia si perde nella leggenda, Eleonora D'Arborea è revisora e promulgatrice della raccolta di leggi più notevole della storia del diritto sardo: la *Carta de Logu d'Arborea* (d'ora in poi *CdLA*). Si tratta del documento che amministrò il giudicato d'Arborea prima, e la Sardegna tutta poi, dalla fine del XIV secolo fino al 1827, quando venne sostituito dal Codice feliciano.

Trasmessa da un manoscritto del sec. XV e da una decina di stampe collocabili in un periodo che va dalla fine del sec. XV all'inizio del sec. XIX, il testo della *CdLA* promulgato da Eleonora doveva essere molto vicino alla redazione conservata nel manoscritto, un codice siglato 211 della Biblioteca Universitaria di Cagliari. Su quest'ultimo si fonda l'edizione critica di Giovanni Lupinu (Lupinu 2010): soprattutto nella seconda parte, dedicata a temi quali la caccia, il commercio delle pelli, la custodia di terreni e la soccida, questa redazione ci restituisce un quadro vivace di una tipica società medievale, figure femminili comprese.

In un'Europa profondamente misogina, in cui spesso la donna è relegata al ruolo di figlia, moglie e madre sottomessa al volere maschile, non lasciano indifferenti alcuni passi della *CdLA*, in cui la donna emerge come soggetto avente diritti pari a quelli dell'uomo. In questo senso, risulta di particolare interesse la legislazione matrimoniale sarda (il cosiddetto matrimonio *assa sardischa* o *assu modu sardischu*), fondata sulla comunione dei beni acquisiti dopo il matrimonio, che divenivano quindi parte del patrimonio familiare, e sulla separazione di quelli acquisiti prima del matrimonio, che rimanevano patrimonio personale dei rispettivi coniugi, nonché sull'assenza del regime dotale.

Il presente studio si pone come obiettivo l'analisi dell'intera *CdLA* nell'ottica di una maggiore comprensione di quale sia la condizione femminile nella Sardegna giudicale. L'analisi vuole superare l'approccio settoriale, al fine di restituire una visione d'insieme del ruolo della donna in questo contesto, e di capire meglio quali siano le vere motivazioni che soggiacciono ai casi di parità tra i due generi, sia essa reale o apparente.

SESSION 4 : LE DROIT MÉDIÉVAL TRANSPOSÉ : LETTRES ET IMAGES

Luca REFRIGERI (LEI Mannheim), *Scrivere il diritto nella lirica occitana antica*

La tradizione lirica in antico occitano ha attinto a più riprese ad elementi provenienti dal mondo del diritto, che hanno contribuito non poco alla creazione del canone letterario a livello di *topoi*, immagini, registri stilistici, formule e vocabolario. Già presso i più antichi trovatori è presente un immaginario ed un lessico improntato alle regole e procedure della società feudale (Cropp 1975, 472). Anche in seguito alla crociata contro gli albigesi (1209-1229) e alla creazione di nuovi equilibri sociopolitici, i poeti si sono avvalsi in vari modi del linguaggio tecnico del diritto e della giurisprudenza per descrivere la società che li circondava e le sue trasformazioni, ed in particolare per esprimere il rapporto contrastato con l'emersione delle nuove classi borghesi – da alcuni attaccate e da altri esaltate – e l'affermazione del diritto romano (cfr. Ourliac 1965). Uno stile improntato al linguaggio giuridico trovava così applicazione soprattutto nei sirventesi e nelle canzoni religiose, in modo da dare una connotazione più forte ai valori morali promossi. Inoltre, è importante sottolineare la sua utilità nel regolare le tenzoni, sia reali che allegoriche, che in alcuni casi erano impostate come veri e propri procedimenti giudiziari. Non da ultimo, il ricorso ad elementi del diritto poteva avere come finalità la normatizzazione della lingua letteraria, per esempio presso i membri del *Consistori del Gay Saber*, anche grazie all'ausilio di strumenti fitti di lessico specialistico come i trattati di grammatica, su tutti le *Lays d'Amors*.

Nel corso dell'intervento verrà brevemente esaminato in che modo e con quali intenzioni i poeti in lingua d'oc abbiano portato il diritto contemporaneo nei propri testi lirici, con particolare attenzione alla produzione posteriore alla crociata contro gli albigesi. Per le diverse strategie individuate verranno riportati gli esempi più significativi, di cui verranno esaminate sia le scelte stilistiche che il vocabolario tecnico.

Sébastien BIAY (Université de Nantes), *L'iconographie du duel au bâton et à l'écu à la lumière des Assises de Jérusalem*

Le duel judiciaire constitue peut-être la manifestation la plus significative du droit dans l'iconographie de l'époque romane. Des sources de la pratique aux coutumiers, le duel judiciaire connaît son apogée entre le XI^e et le XIII^e siècle dans les sources écrites. De même, c'est aux XI^e et XII^e siècles que l'art (surtout monumental) met en scène de nombreux duels, à l'épée, à la lance, au bâton ou à mains nues. On s'intéresse ici particulièrement au duel au bâton et à l'écu, mode de résolution des causes de trahison par les cours de justice seigneuriales ou ecclésiastiques lorsque les champions (accusateurs, défenseurs ou leurs avoués) sont des roturiers. Image de la violence sociale ? de la discorde régnant dans le monde ? d'une brutalité inhérente à la basse classe ? L'iconographie du duel au bâton ne repose pourtant pas sur un schéma stéréotypé. Les choix de composition ainsi que les personnages et objets adjoints aux combats par les imagiers inscrivent pleinement ces représentations dans le paysage judiciaire de l'époque, quand le recours au duel garantissait l'équilibre des forces entre l'accusation et la défense et que la perspective d'un affrontement violent contraignait les parties à trouver une issue raisonnable à leur différend.